

La contribution du "local" syrien au savoir historique globalisé :
A la recherche de l'identité.

En 1959, le professeur d'économie politique et recteur de l'Université de Damas, Dr. Ahmad Samman أحمد السمان, refuse l'admission, contre l'avis du gouvernement de l'unité syro-égyptienne fraîchement proclamée, d'un groupe d'étudiants irakiens sous prétexte que leurs demandes ne sont pas conformes aux statuts de l'université. L'un de ces étudiants n'était pas moins que ...Saddam Hussein صدام حسين, le futur dictateur de l'Irak.

Seize ans après, en 1975, le frère du président syrien Hafez Assad حافظ الأسد, le commandant des sections de défense, Rif'at Assad رفعت الأسد, fraîchement licencié en histoire, prend place directement dans le bureau du recteur de l'université, Dr. Shwaiki شويكي, pour passer ses examens de première année en droit en se plaignant ouvertement de ne pouvoir trouver sans aide, dans les manuels grand ouverts devant lui, les réponses aux questions posées !

Ces deux péripéties donnent une idée non seulement du développement des relations entre l'université et le régime. Elles témoignent de la régression observée dans le travail universitaire et le recul graduel des recherches historiques, surtout depuis la dernière décennie

D'autre part, parler des recherches historiques "syriennes", ne donne qu'une image imparfaite du développement des sciences historiques dans ce pays, vu le travail en commun, les échanges d'idées, de publications et la participation d'autres historiens arabes, surtout au début, à la relance de ces sciences en Syrie.

Car, de même qu'en Egypte au 19^{ième} siècle, lorsque les historiens syriens prennent part là-bas aux débats de rénovation culturelle, les historiens égyptiens, libanais et jordaniens, formés aussi à l'étranger, aident à leur tour au démarrage du nouveau département de l'histoire enseignée en arabe, depuis 1948 à l'Université de Damas.

Par leur présence, ils participent à former plusieurs générations d'étudiants syriens et autres, tout en prenant part aux débats historiques. Autant parlé d'un "voyage des

paradigmes" en Syrie, par historiens arabes interposés, dont les syriens qui entreprennent l'étude de l'histoire, surtout en Europe, depuis les années vingt et trente du siècle dernier. Cet exposé se limite à une période s'étendant sur les trois dernières décennies. Il se rapporte sélectivement aux recherches historiques antérieures à cette période, dans la mesure où cela aide à rendre l'exposé plus transparent. De même, l'analyse se concentre surtout sur les recherches historiques privées ou effectuées sous l'égide d'instances officielles syriennes, non loin de l'Université de Damas, qui reste un chef-lieu de l'enseignement de l'histoire en Syrie.

Agents des recherches historiques en Syrie¹

L'étude scientifique de l'histoire s'installe définitivement en Syrie après l'ouverture du département d'histoire à l'Université de Damas. Mais, il faut attendre la deuxième et troisième générations d'historiens syriens, qui ont commencé leurs études à Damas dans les années cinquante du siècle dernier, avant de se spécialiser à l'étranger, pour voir apparaître des professeurs qui deviennent assez libres pour aller au-delà de la simple rédaction de manuels scolaires et universitaires nécessaires à l'enseignement en arabe, après l'Indépendance, et de pouvoir se consacrer enfin à la recherche.

Pendant que les historiens des années cinquante recourent presque exclusivement à des sources narratives, les historiens syriens commencent ultérieurement à utiliser d'autres sources plus diversifiées, comme par exemple, les documents des archives arabes et internationales, ainsi que les registres des tribunaux ottomans, etc.

On peut classer les auteurs syriens d'ouvrages historiques en deux catégories : les profanes et les professionnels. Le premier groupe, composé souvent d'hommes de religion, de juristes, de diplomates et d'hommes politiques, joue depuis toujours un rôle important dans la production historique. Ils entreprennent l'écriture, notamment, de l'histoire locale des grandes villes syriennes, ainsi que la réédition de vieux ouvrages

¹ Ulrike Freitag, *Geschichtsschreibung in Syrien 1920-1990*, Deutsche Orient Institut, Hamburg, 1991, p.70 sqq.

similaires.² Certains observateurs expliquent ce phénomène comme étant un acte de protestation à la "ruralisation" des villes syriennes, suite à l'immigration interne arbitraire ébranlant une société citadine déjà fragile, et qui déforme irrémédiablement le caractère social de ces villes. Cette protestation s'est accrue dernièrement, suite aussi à une prise de conscience accrue, de la valeur intrinsèque des vieilles constructions traditionnelles, victimes d'un mouvement de modernisation hâtive et superficielle, entrepris par un régime de plus en plus critiqué ouvertement.

Quant aux historiens professionnels, on trouve parmi eux, ceux qui sont encore de la vieille école des chroniqueurs arabes, se souciant peu de se mettre à jour, par exemple, en ayant recours aux facilités modernes des sciences sociales annexes ou, au moins, écrire avec un esprit critique.

Une autre tendance parmi les historiens professionnels syriens, consiste à copier scrupuleusement, en méthode et en style, les orientalistes. Ils se contentent pour cela de choisir des thèmes pour lesquels les sources sont toujours disponibles.³ Certains parmi eux, se branchent aussi sur des études inachevées ou fragmentaires, entreprises par lesdits orientalistes, pour les compléter ou les élargir. Ils ne cherchent pas, à entreprendre des études plus compréhensives de l'histoire syrienne ou arabe, afin de mieux saisir le dynamisme historique caractéristique d'une période désignée.

Enfin, une minorité parmi les historiens professionnels syriens, tout en s'appropriant méthode et approche scientifique, appris aux pays des "Paradigmes voyageurs", cherchent consciemment à effectuer un travail scientifique complet et critique, dans des conditions locales souvent difficiles.⁴

Quant à l'université elle-même, sensée être le centre de formation des chercheurs, elle joue de par sa structure un rôle secondaire. Les manuels universitaires d'enseignement de l'histoire, font penser à des livres plutôt scolaires qu'à des ouvrages d'enseignement supérieur.

² Ahmad Badr, *Ecrire l'histoire des arabes, pourquoi ?*, in *Dirasat Tarikhyya*, no 1, Damas, 1980, p. 14 sqq.

أحمد بدر: كتابة تاريخ العرب، لماذا؟، مجلة دراسات تاريخية، العدد الأول، دمشق، 1980، ص 14.

³ Adel Zaitoun, *Les relations économiques entre l'Orient et l'Occident au Moyen Age*, Dar Dimashq, Damas, 1980.

عادل زيتون: العلاقات الاقتصادية بين الشرق والغرب في القرون الوسطى، دار دمشق، دمشق، 1980.

⁴ Ahmad Badr, *op. cit.*

Les travaux scientifiques, au vrai sens du mot, sont accessibles sous forme de publications privées ou dans les revues spécialisées.

Dans ce dernier domaine, la revue *Dirāsāt Tārīkhyya* دراسات تاريخية, qui fut publiée pour la première fois en 1980, a dépassé l'objectif initial fixé à elle dans le cadre du projet dénommé "Réécrire l'histoire arabe", et est devenue par la suite une plate-forme élargie pour les historiens syriens.⁵ Ce projet, initié au début par le régime, pour servir son idéologie proclamée de panarabisme, ne recoupe pas nécessairement la conviction personnelle de beaucoup d'historiens syriens, qui laissent perceptible à travers leurs écrits, leur attachement à une des idées distinctives de l'arabité et de l'arabisme.

Méthodologie et approches théoriques des historiens syriens

Pour mieux saisir la problématique que se sont posée les historiens syriens dans leurs recherches, surtout depuis l'Indépendance, Il faut revenir en arrière vers l'œuvre d'Henri Lammens, intitulé : La Syrie. Précis historique, paru sous le Mandat français à Beyrouth en 1921, sur demande du Haut-commissaire de la France au Levant. Le livre était destiné à préparer des officiers administrateurs à Ba'abdah (Liban), mais aussi, on a pensé à un moment donné, à la possibilité de l'utiliser comme manuel de base, pour l'enseignement de l'histoire dans les écoles publiques.⁶

L'illustration de l'histoire syrienne par Lammens étaye non seulement une large justification de la domination française en Syrie, mais tente, chose plus grave, à souligner un certain particularisme du "peuple" syrien au travers de son histoire. La distinction par Lammens entre syriens et arabes, dans un sens discriminatoire, au détriment de ces derniers, fut considéré par certains historiens syriens, comme une arme de propagande supplémentaire, dirigée contre le nationalisme arabe, qui à son tour était considéré par les français comme étant un mauvais coup monté par les anglais.⁷ La réaction, ne tardera pas à venir.

⁵ Dirāsāt Tārīkhyya, éd. par le comité "Ecrire l'histoire des arabes", Université de Damas, 1980.

مجلة دراسات تاريخية، صادرة عن لجنة كتابة تاريخ العرب، جامعة دمشق، العدد الأول، جامعة دمشق، 1980.

⁶ Henri Lammens, *La Syrie : Précis historique*, tome 1, Imprimerie catholique, Beyrouth 1921, p. I sq.

⁷ Henri Lammens, *op. cit.*, tome 2, chapitre XIV-XXI.

Ulrike Freitag, *op. cit.*, p. 91 sq.

Mais, en évoquant le Mandat, on ne peut que mentionner aussitôt, ce qui est devenu ultérieurement, l'Institut Français d'Études Arabes de Damas. La mission de l'Institut consistait à ses débuts en 1922, à :

"Étudier sous tous ses aspects la civilisation de la Syrie et des pays arabes limitrophes depuis l'avènement de l'Islam".⁸ Mais, ce qui est devenu évident, surtout pendant la dernière décennie du Mandat, est que l'Institut tout en étant d'une grande utilité pour l'effort administratif du Mandat, a été aussi d'une grande importance dans l'encouragement des recherches en sciences sociales et autres, ainsi qu'un lieu de rencontre précieux entre chercheurs étrangers et locaux. L'Institut est resté jusqu'à nos jours, presque le seul centre de recherches en sciences humaines et sociales non syrien, digne de ce nom, et un haut lieu de leur "dépaysement".

Pour résumer très brièvement les idées qui ont gouverné l'enseignement de l'histoire en Syrie depuis l'Indépendance, mais qui viennent répondre aussi aux orientalistes et historiens arabes qui optent pour un Moyen Orient cloisonné à partir des états existants, au détriment d'un grand ensemble arabe, on ne peut que mentionner **Sāti' al-Housrī**

ساطع الحصري , le pédagogue arabe d'origine syrienne.

Al-Housrī des années cinquante, a exercé une influence déterminante tant sur les recherches historiques ultérieures, que sur les idéologues et politiciens syriens qui ont cru à "une nation arabe unie détentrice d'une mission éternelle", selon la terminologie du Ba'th.

Al-Housrī, en partant d'abord de l'idée d'Etat Nation de Renan, et en se référant à la conception d'une nation culturelle "Kulturnation", développée par le philosophe allemand Fichte et l'historien Ernst Moritz Arndt, s'arrête à deux éléments constitutifs de l'appartenance à la nation arabe, sa langue et son histoire. Mais il ne tarde pas à s'apercevoir de la difficulté, quant à la mise en valeur de l'histoire arabe. En assignant, d'un côté, un rôle idéologique à cette histoire, il demande énergiquement d'autre part, qu'on respecte les critères scientifiques dans les recherches historiques. Cependant, tout en tergiversant sur la problématique de "l'unité de l'histoire arabe", il croit qu'il suffit à un état de se réclamer de l'arabité et de reconnaître l'ancrage de ce principe dans sa

⁸ Nikita Elisséeff, *L'œuvre scientifique de l'Institut Français de Damas 1930-1960*, in BEO 16, (1958-1960), p. 101 sqq.

constitution, pour remplir la condition, sine qua non, décisive vers la réalisation de l'unité arabe.⁹ Cinquante ans après, les événements donnent plutôt raison à un autre théoricien de la nation culturelle : Herder. Contrairement à Fichte et par la suite à Al-Housri, Herder pense qu'une Kulturnation n'a pas forcément besoin de la charpente politique d'un Etat Nation unificateur.

Il n'empêche que la problématique non résolue de l'identité (sommes-nous des musulmans, des arabes, des syriens ?), sous-tend toujours les discussions en cours.

C'est cette problématique, aussi, qui est à l'origine du mouvement de l'exploration approfondie du *Tourāth* تراث, l'héritage culturel, surtout par les penseurs syriens. Se replier sur le passé pour y chercher l'idéal en face d'un présent morose est le paradigme en vogue, utilisé par les historiens et autres intellectuels de presque toutes les tendances politiques.

Pourtant étudier le *Tourāth* se rapporte à la sphère du discours sur la théorie historique, plutôt qu'à celle des recherches historiques proprement dites.

En 1976¹⁰, le ministère de la culture, en coopération étroite avec le ministère de l'enseignement supérieur et de l'Université de Damas, appelle à une réunion d'historiens syriens et arabes, parmi lesquels il y avait aussi deux philosophes, un juriste et deux idéologues du Baath, pour préparer le projet intitulé "Réécrire l'histoire arabe". Le motif de cette réunion se trouve dans les discussions critiques qui se sont installées dans le pays après la défaite de 1967, ainsi qu'après le succès partiel des arabes pendant la guerre de 1973.

En 1977, on décide d'écrire une histoire des arabes, depuis l'antiquité jusqu'à présent, en se rapportant partiellement aux idées d'Al-Housrī.¹¹

Trois principes de base, entre autres, sont fixés pour encadrer le travail d'un comité de préparation du projet :¹²

⁹ *Les arabes et l'histoire créatrice*- sous la direction de Dominique Chevalier- Presse de l'Université de Paris- Sorbonne, 1955, p. 148 sq.

Michel Seurat, *Sāti' al-Housrī*, Thèse, EHESS, Paris 1976-1977, p. 150 sqq. ; p. 167 sqq.

¹⁰ Ulrike Freitag, *op. cit.*, p.273 sqq.

¹¹ Shaker al-Fahham, *Introduction*, in *Dirasat Tarikhyya*, no 1, 1980, p.7.

شاکر الفحام: تقديم، دراسات تاريخية، العدد الأول، 1980، ص 7.

¹² Projet du comité préparatoire, *Dirasat Tarikhyya*, no 2, p. 149 sqq.

مشروع اللجنة التحضيرية، دراسات تاريخية، العدد الثاني، ص 149.

1. L'histoire arabe doit être relatée sur la base de l'unité de cette histoire dans le temps et dans l'espace géographique de ce qu'on appelle actuellement, la patrie arabe. C'est dire, que l'histoire syrienne doit être écrite en relation étroite avec cette histoire arabe.
2. Il faut souligner la spécificité humaine de l'histoire arabe, au détriment, quand c'est nécessaire, d'une histoire politique plus détaillée, et en faveur des facteurs culturels, sociaux et économiques de cette histoire.
3. Il faut employer, en traitant des controverses historiques, une approche analytique plutôt que l'approche narrative habituelle. En plus, la présentation de l'histoire mondiale doit être effectuée à travers l'histoire arabe sans oublier les fautes et les carences du passé.

Cette insistance sur le principe de l'unité arabe, donne lieu à une discussion critique au sein du groupe de travail, soulevant des doutes quant au principe même du projet. Le régime fut ainsi accusé de manipulation idéologique, au détriment d'un travail à caractère scientifique. Les participants à la discussion étaient d'avis que la conception d'un pluralisme d'interprétation, ne doit pas, en fin de compte, devenir prisonnière d'une donnée de base fixée d'avance, religieuse, marxiste ou autre. En plus, tout en étant persuadé de l'impossibilité d'une objectivité absolue, il était clair au groupe de travail, que dans le cas traité, on est en face d'une idée directrice clairement prônée : l'unité arabe. Là, la question, qui fut alors simplement posée, était jusqu'à quel point pourrait on arriver dans l'explication, à autre chose que l'unité arabe, si on boude délibérément et l'interprétation religieuse et l'explication historico matérialiste. Le groupe de travail s'est vu, alors, contraint de déclarer, qu'avant tout, la notion d'"unité arabe" à examiner, ne peut être que culturelle. Car, selon les membres du groupe, ce n'est pas le devoir des chercheurs et hommes de sciences, d'aller prouver historiquement les convictions politiques des mouvements nationalistes arabes. Un autre problème ne tarde pas à se poser, aussi, aux chercheurs du groupe concernant les conquêtes arabes, *Foutouhāt* فتوحات. On les 'conseille', alors, "[...] de souligner le rôle important joué par la doctrine, Al Risālah الرسالة, dans ces conquêtes, et de récuser l'explication économique, comme facteur décisif". Si besoin est, le recours à des facteurs sociaux et économiques, comme

moyens d'explication de l'unité arabe historique, devrait être réservé pour les cas où les arguments politiques et idéologiques sont à court d'interprétation.¹³

Car ce que doit prévaloir d'abord pour ceux qu'on a chargé de réécrire l'histoire arabe, c'est de souligner le rôle important joué par la doctrine et la permanence du Risālah, si chère au Ba'th.

Il suit que le résultat le plus tangible du débat ainsi établi, fut la décision prise de créer la revue intitulée "Etudes historiques", *Dirāsāt Tārīkhyya* دراسات تاريخية que nous venons de mentionner. Un but fut fixé à cette revue, qui paraît depuis 1980, "elle doit être la pierre de touche des idées nouvelles, en leur donnant l'occasion de s'exprimer, et d'être à la disposition d'une discussion quant à leur fiabilité". On espère, de cette manière, "arriver à créer les conditions appropriées aidant à réécrire l'histoire arabe".¹⁴

L'importance extrême de cette revue réside dans l'occasion qu'elle fournit aux historiens syriens de publier leurs travaux, souvent pour la première fois. Les candidats aux thèses de doctorat et de magistère en histoire sont priés, en général, de publier dans cette revue des extraits de leurs travaux, rendus accessibles à un cercle d'intéressés plus vaste. Une exhortation qui fut, par la suite, rarement pratiquée.

Après une longue pause, le deuxième atelier de travail sur le projet, d'écriture de l'histoire arabe, prend place en 1985. Les recommandations qui en résultent, étaient presque similaires à celles de 1977. On décide que des colloques traitant de thèmes bien définis, doivent prendre place régulièrement, pendant que *Dirāsāt* continue sa mission.¹⁵

Le premier colloque pour réécrire l'histoire arabe, fut tenu en 1988, sur "*La propriété foncière et son rôle dans les changements sociaux et économiques de la patrie arabe*". " ملكية الأرض وأثرها في التبدلات الاجتماعية والاقتصادية في الوطن العربي "

Un deuxième colloque, sur "*Les relations agraires*" "العلاقات الزراعية" prévu pour 1990, n'a pas eu lieu. Mais, *Dirāsāt Tārīkhyya*, en 1992, prend en charge la publication des exposés qui étaient destinés au colloque.

¹³ *Dirāsāt Tārīkhyya* (DT), numéro préparatoire, 1979, p. 22-69.

Shaker al Fahham, *Prendre un nouveau départ*, in DT, no 2, 1980, p. 3-31.

شاكور الفحام: عود على بدء، دراسات تاريخية، العدد الثاني، 1980، ص ص 3-31.

¹⁴ *Op.cit.*.

¹⁵ DT 21/22, 1986, p. 5 sqq.

الندوة الثانية حول مشروع كتابة تاريخ العرب، 12-14 تشرين الأول 1985، دراسات تاريخية عدد 22/21، 1986، ص ص 5.

Dans les deux cas, il était clair qu'il s'agit de thèmes particuliers, traités à part par chaque chercheur selon son propre champ de recherches, et sans coordination avec les autres participants pour réaliser le but commun : éditer un manuel historique global et bien structuré. Par exemple, dans le premier colloque, on a traité de thèmes aussi différents que, "*La propriété foncière du temps de Hammourabi*" ('*Id Mar'i*)

(عيد مرعي) "*ملكية الأرض في عهد حمورابي*" (عيد مرعي), et "*L'oasis de Damas au 16^{ième} siècle-Terroir, habitat et impôts*" (Mouhammad Adnan al Bakhit).

¹⁶ غوطة دمشق في القرن السادس عشر - الأرض والسكان والضرائب" (محمد عدنان البخيت)

Ainsi, il devient clair, que le but initial d'écrire un manuel d'histoire arabe, par strates horizontales et chronologiques, pour souligner l'unité dans le temps et dans l'espace des différents pays arabes, n'est pas pris à la lettre. Les idées directrices fixées au début, pour encadrer le travail, sont considérées par les intéressés comme non contraignantes.

Un autre axe de recherches historiques fut inauguré, aussi, dans les années soixante-dix, sur l'initiative de l'Université Jordanienne et en coopération étroite avec l'Université de Damas et l'Université Yarmouk en Jordanie.

Le but : "Etude scientifique de l'histoire de Bilād al-Shām, afin d'éclaircir les moments encore à l'ombre et toujours inconnus de cette histoire, tout en soulignant l'unité historique de cette région et ses liens étroits avec le reste de la patrie arabe au cours des différentes époques historiques".¹⁷

Dans un premier colloque, en 1974, on commence par traiter les dix premiers siècles de l'histoire musulmane de Bilād al-Shām, pour revenir ultérieurement à des périodes historiques plus courtes et culturellement plus homogènes. (Par exemple : la période abbasside à part, puis seldjoukide et mamelouk...).

Pour ne pas disperser les efforts des chercheurs, Il était convenu, aussi, de se concentrer sur les trois points suivants :

¹⁶ DT 35/36, 1990.

¹⁷ Deuxième colloque international sur l'histoire de Bilad al-Sham, tome 1, Université de Damas, 1978, p. 3 sqq.

المؤتمر الدولي الثاني لتاريخ بلاد الشام، الجزء الأول، جامعة دمشق، 1978، ص 3.

1. Etudier les sources non publiées de l'histoire moderne et contemporaine de Bilād al-Shām.
2. Etudier l'histoire économique, sociale et culturelle de cette région, "car c'est elle qui reflète le mieux, la vie véritable du peuple et de ses activités".
3. Éclaircir les relations permanentes qui existent entre Bilad al-Sham et les autres pays arabes, ainsi qu'avec le reste du monde.¹⁸

Graduellement, c'est cet axe de recherches sur Bilād al-Shām qui supplante le premier projet plus vaste : réécrire l'histoire arabe, et se traduit par une série de colloques, le dernier en date en 2001.

Diversification des recherches historiques

Il y a en Syrie, aussi, des tentatives de recherches historiques plus spécialisées, entreprises parfois hors du cadre des organismes publics de recherche, comme ceux déjà cités. On cherche individuellement à approfondir, par exemple, certains aspects de l'histoire économique et sociale, par conviction personnelle de la nécessité d'un tel travail, ou bien par manque d'esprit de coordination entre les différentes disciplines existantes, ou encore à cause de l'absence relative de chercheurs spécialisés.

Les deux cas suivants, donnent une idée de la méthode et de l'approche théorique employées par les deux chercheurs, dans leurs études socio-économiques :

'Abdul-Karīm Rāfiq¹⁹, عبد الكريم رافق, nationaliste libéral et professeur d'université, spécialiste de l'histoire moderne syrienne. Il est peut-être l'historien syrien le plus renommé. Son domaine de recherches comprend, aussi, l'histoire sociale de la Syrie à l'époque ottomane. Il publie en 1985, un livre intitulé : *Recherches sur l'histoire économique et sociale de Bilād al-Shām à l'époque moderne*, en compilant dans ce livre ses articles déjà publiés dans *Dirāsāt Tārīkhyya*.²⁰ Son histoire "économique" se concentre sur les centres urbains.

¹⁸ *Op.cit.*

¹⁹ Ulrike Freitag, *op. cit.* , p. 333 sqq.

²⁰ 'Abdul-Karīm Rāfiq, *Recherches sur l'histoire économique et sociale de Bilād al-Shām à l'époque moderne*, Damas, 1985.

عبد الكريم رافق: بحوث في التاريخ الاقتصادي والاجتماعي لبلاد الشام في العصر الحديث، دمشق، 1985.

"L'Histoire" se faisait en Orient arabe, paraît-il, dans les villes : une civilisation des villes marchandes. Cette histoire se faisait aussi à partir, mais aussi au détriment de la grande majorité rurale de la population.

Pourquoi et comment ? Deux questions, qu'on ne finit pas de se poser.

Reconnaissant l'importance des analyses socio-économiques, Rāfiq admet en même temps l'insuffisance des études faites jusque là, importantes, certes, mais qui sont restées fragmentaires et dispersées:

"Notre histoire arabe, dit il, a besoin d'études économiques et sociales approfondies, expliquant les transformations subies par les forces sociales et économiques dans une société ottomane féodale et agraire, bien avant que le capitalisme industriel européen incorpore, dans son système, l'économie de l'empire ottoman au 19^{ième} siècle. Cette incorporation engendre à son tour des transformations socio-économiques profondes au niveau de la patrie arabe, mais aussi partout dans le monde. Pour saisir au juste ces transformations, il est impératif d'analyser la substance même de la société féodale ottomane, antérieurement aux grandes transformations [faites sous l'égide du capitalisme européen], ainsi que des groupes sociaux qui ont contrôlé cette société".²¹

Reste à savoir si la difficulté à entreprendre ces études est due d'abord au quasi absence de spécialistes syriens interdisciplinaires, tels que les socio économistes, les anthropologues, les sociologues et autres qui auraient pu, en coopérant tous ensemble avec les historiens, fournir une synthèse plus adéquate et proche de la réalité historique de Bilad al Sham.

La question qui se pose ici est de savoir, par exemple, si les efforts du professeur Rāfiq à l'Université de Damas étaient susceptibles de fonder une "école" pour les études d'histoire sociale syro ottomane. Selon les travaux effectués par ses élèves avant son départ pour continuer à enseigner en Amérique,²² la réponse aurait été un oui. Décevant aussi est de constater que les thèmes sur la période ottomane, publiés dans *Dirāsāt*

²¹ 'Abdul-Karīm Rāfiq, *Les relations agraires à Bilād al-Shām à l'époque ottoman*, in DT, 43/44, 1992, p. 137.

عبد الكريم رافق: العلاقات الزراعية في بلاد الشام في العهد العثماني، دراسات تاريخية عدد 44/43، 1992، ص 137.
²² 'Abdallah Hanna, *Les travaux de A.K. Rafiq et la nahda arabe*, Hommage, Colloque International, OIB/IFPO, *Recherches récentes sur le Bilad al-Sham*, Damas, 2004.

عبد الله حنا: أبحاث عبد الكريم رافق والنهضة العربية.

Tārīkhyya pendant la dernière décennie, se sont réduits à un pour cent de l'ensemble des travaux édités, et que le niveau scientifique de *Dirāsāt*, en général, s'est détérioré.

L'empire ottoman intéresse par ailleurs les historiens syriens pour le rôle "impérialiste" qu'il a joué dans le monde arabe où les sujets arabes faisaient pourtant partie intégrante de son histoire, positivement comme négativement. Ce qui est tout à fait symptomatique, c'est qu'aucun historien syrien qui travaille sur la période ottomane ne semble être en mesure de consulter les archives turques ou ottomanes, dans leur langue originale.

A la question si les historiens syriens ont été dernièrement saisis à leur tour par 'l'ottoman turn', peut-être qu'ils le seront prochainement, vu le rapprochement culturel en cours, entre autre, entre la Syrie et la Turquie.

Notre deuxième cas, 'Abdallah Hanna **عبد الله حنا**²³, marxiste et chercheur privé, est le premier historien syrien qui a traité des thèmes laissés-pour-compte de l'historiographie syrienne : ceux du petit peuple et surtout des ouvriers des villes, mais aussi l'histoire des paysans, ces grands absents de l'histoire syrienne.

D'ailleurs Hanna ne cache pas son parti pris pour la cause de ce petit peuple (al 'amma) العامة et des paysans, au détriment de ceux qui les ont exploités des couches sociales supérieures (al Khāssa) الخاصة. Autrement dit, Hanna s'intéresse globalement bien plus au « bat » et à sa force présumée sur le « haut ».

Il tient compte dans ses analyses des transformations économiques et sociales de la Syrie et du Liban, depuis la deuxième moitié du 19^{ième} siècle jusqu'à l'avènement du Baath au siècle dernier, en soulignant les visées impérialistes et les intérêts contradictoires de la bourgeoisie nationale. Ce qui fait surtout une première, chez Hanna, c'est son emploi systématique des méthodes de l'histoire orale, *oral history*, pour décrire la condition sociale et économique des paysans syriens au vingtième siècle.²⁴

Dans son livre "Les paysans et les propriétaires fonciers", paru en 2001, il s'impose une limite en s'arrêtant à 1958. Considérant qu'il est temps de publier, au moins, une partie des résultats de ces investigations faites entre 1984 et 1985, il laisse tomber le reste qui couvre les deux premières décennies depuis l'avènement du Ba'th en 1963.

²³ Ulrike Freitag, op. Cit , 355 sqq.

²⁴ 'Abdallah Hanna, *Paysans et propriétaires fonciers en Syrie du vingtième siècle*, Dar al-Talī' a, Beyrouth, 2004.

عبد الله حنا: الفلاحون وملاك الأراضي في سورية القرن العشرين، دار الطليعة، بيروت، 2004.

Plus grave, les chercheurs syriens esquivent "amicalement" l'étude de l'histoire du Maghreb arabe et de l'Égypte, sauf dans le contexte de l'impérialisme européen, c'est-à-dire, à l'instar de leur étude de "l'homme malade" !

Édifiant à cet égard est le cas de **Mouhammad Khair Fāris محمد خير فارس**²⁵. Tout en partant des documents européens trouvés par lui au Caire, concernant les efforts français pour mettre le Maroc sous protectorat, Fāris arrive à d'autres résultats. Il s'efforce, surtout, de rester à une distance critique des travaux français sur le sujet. Il blâme, par exemple les historiens européens pour leur insistance à dire que ce sont plutôt les facteurs endogènes qui sont responsables des événements. Pour Fāris, ce sont plutôt les visées impérialistes françaises qui étaient décisives, comme c'était le cas de l'Égypte ou de la Tunisie.²⁶

D'autre part, son jugement négatif sur la domination ottomane de l'Algérie est du point de vue actuel, en contradiction avec le mouvement de réhabilitation de l'histoire ottomane entrepris non seulement en Afrique du nord, mais même en Turquie post-kémaliste. Responsable de cette attitude, chez lui comme chez d'autres, est son nationalisme arabe séculier qui, surtout fin années soixante et soixante-dix du siècle dernier, n'était pas encore battu en brèche par un salafisme musulman militant et combatif, mais aussi par l'évanouissement de l'espoir que les peuples arabes retournent au premier plan de la scène de l'Histoire.²⁷

On peut faire les remarques suivantes concernant les œuvres des auteurs précédemment cités, mais aussi de ceux des autres historiens syriens qui se sont occupés des périodes allant de l'époque abbasside en passant par la période ottomane, pour arriver à la période post-ottomane²⁸:

²⁵ Ulrike Freitag, *op. cit.*, p. 344 sqq.

²⁶ Mouhammad Khair Fāris, *Le problème maghrébin, 1900-1912*, Beyrouth, Maktabat Dar al Sharq, 1980. محمد خير فارس: المسألة المغربية، 1912-1900، بيروت، مكتبة دار الشرق، 1980.

²⁷ Mouhammad Khair Fāris, *L'histoire moderne de l'Algérie depuis la conquête ottomane jusqu'à la colonisation française*, Damas, 1969.

محمد خير فارس: تاريخ الجزائر من الفتح العثماني إلى الاحتلال الفرنسي، دمشق، مطبعة الأديب، 1969.

²⁸ J'essaye par la suite, de présenter autrement les étapes historiques de la mise en place de la structure sociale syrienne actuelle, à partir par exemple des analyses de Michel Seurat, pour décrire l'immense travail encore à faire à ce sujet.

Ecrire l'Histoire fait partie de la superstructure idéologique qui reflète de son côté les intérêts de certaines classes sociales. C'est dire, qu'on pourrait déformer facilement la perspective générale d'une étude historique, consciemment ou non, en s'intéressant plus, par exemple, au petit peuple au détriment des oligarques et de leurs intérêts de classe, ou vice versa. Une telle donnée qui ne respecte pas l'unité des contradictions pourrait conduire à une troncation inadmissible de l'étude historique.

En général, une structure sociale peut être définie comme englobant celles parmi les caractéristiques d'une entité sociale (une société ou groupe social), qui reflètent une certaine permanence dans le temps, et sont en relation pour déterminer, ou conditionner largement, le fonctionnement de cette entité dans son ensemble, ainsi que les activités diverses des individus qui la constituent.

Cette notion de structure sociale implique que les êtres humains ne sont pas complètement libres et autonomes dans le choix de leurs activités, mais sont gouvernés plutôt par l'aire sociale dans laquelle ils vivent, ainsi que par les relations sociales qu'ils entretiennent les uns avec les autres.

Les auteurs syriens en général, peu disposés, entre autres, à aborder certains problèmes considérés comme quasi tabous dans une société toujours sensible aux susceptibilités intercommunautaires, supposent le problème résolu, et analysent les faits sociaux et politiques à l'aide de catégories idéologiques, telles que classe ouvrière et classe bourgeoise, calquées sur les sociétés industrielles occidentales.

Pourtant, l'Etat syrien d'aujourd'hui n'est pas le simple prolongement "super structurel" ou l'émanation d'une "classe" bourgeoise forte ayant dominé depuis toujours au niveau des rapports de production.

L'infortune, peut-être, de la "société civile" arabo-musulman en Syrie, et de ses composantes sociales, est qu'elle était depuis toujours en face d'un Etat fort, allogène d'abord (mamelouk, ottoman puis français), ensuite local mais sectaire.

Parlant par exemple d'une "Histoire" de la bourgeoisie syrienne, est plutôt celle de l'Etat en Syrie, qui chaque fois a joué un rôle déterminant dans le processus de création des nouvelles strates socio-économiques prépondérantes à partir de l'élite politique

dirigeante²⁹. D'autre part, il semble que les "Bourgeois" n'ont jamais pu ou voulu contrôler l'Etat en Syrie, comme c'était le cas dans les républiques des cités italiennes au Moyen Âge :

C'est vers la fin des Croisades, que prend forme en Syrie un type d'Etat "féodal" avec l'établissement de l'Etat Mamelouk fortement centralisé. Cet Etat fut gouverné par une "aristocratie" militaire étrangère au pays, sans hiérarchie féodale et sans fiefs héréditaires. Les nouveaux "maîtres féodaux" de la Syrie, en bons fonctionnaires de l'Etat, reçoivent les rentes de leurs fiefs temporaires, contrôlées strictement par l'administration centrale. L'Etat de type "mamelouk" devenu dynastie héréditaire avec les Ottomans, se passera en général aussi bien des services de ses "Bourgeois". Néanmoins, l'aire syrienne pendant l'époque ottoman, a été dominée, encore plus que dirigée, économiquement, et en général, à partir de Damas mais surtout à partir d'Alep, par une "notabilité" affairiste et conservatrice, qui s'est contenté d'essayer plusieurs formules de partage oligarchique de l'influence, avec un appareil d'état souvent étranger et nullement perçu par elle comme un instrument de promotion et de contrôle sérieux de la société civile.

L'Etat syrien de type colonial qui fut implanté par la France après l'effondrement de l'empire ottoman, n'était autonome que par rapport à la société qu'il était censé diriger. Le pouvoir mandataire français était fermement convaincu, que la réalisation d'un programme de développement économique est une affaire trop sérieuse pour être confié à un état syrien "séculier et libéral". La France elle-même, victorieuse mais exténuée financièrement, après la Grande Guerre, était plutôt occupée à réduire les frais résultant de son occupation du pays, au lieu de promouvoir sérieusement les besoins sociaux, politiques et économiques de la société syrienne et de son "Etat Régional" arabe syrien en formation

Pourtant, une nouvelle « classe » moderne, celle des cols blancs, voit le jour et prend sa place dans une administration syrienne, aussi bureaucratique et centralisée qu'en France de la troisième République.

La domination économique de la « classe » dirigeante syrienne qui fut occultée quelque temps par la puissance mandataire, se retrouve, à l'Indépendance, « plus spéculatrice et

²⁹ Michel Seurat, "Les populations, l'Etat et la société, in André Raymond (éd), *La Syrie d'aujourd'hui*, Centre national de la recherche scientifique, Paris, 1980, p.124.

rentière que productive, incapable qu'elle fut de mettre en œuvre un système d'organisation et de fonctionnement de la société ». Depuis 1950, on verra un nouvel état « intégrateur » remplacer cette « classe » dans le contrôle du système social, étendre son appareil à l'administration de tous les secteurs de l'organisation sociale, et finalement se substituer, à l'époque du Ba'ath, à la société elle-même, « ramenée au niveau d'une organisation politique »³⁰.

Pourtant cet Etat néo Mamelouk n'a presque rien de commun avec les Etats fascistes modernes de type ouest-européen, nés au sein d'un système capitaliste avancé, et qui ont su capter le soutien financier des vieilles bourgeoisies européennes « séculières et libérales ». L'aspect autoritaire, répressif et national populiste de l'Etat syrien moderne, ne suffit pas ainsi à le classer comme fasciste et totalitaire.

Il serait aussi erroné d'assimiler les luttes qui, dans la vie politique syrienne, depuis l'avènement du Ba'ath en 1963, opposant les différentes confessions à des « guerres de religions », oubliant le soubassement socio-économique des luttes intercommunautaires. De plus, la conscience qu'en ont les individus, laquelle doit plutôt être analysée en référence au fameux concept khaldounien de la « 'assabiyya », ou esprit de corps, des différentes factions régionales, clans et communautés religieuses syriennes, au lieu d'approcher le sujet en employant l'habituelle analyse de « classes » d'une société sous-développée.

D'autre part, Il apparaît qu'à l'aube des années quatre-vingt dix du siècle dernier l'ensemble du système de références sociopolitiques de la Syrie est perçu comme s'étant relativement « inversé ». Cette inversion, effectuée par le régime en faveur des membres de la communauté alaouite, est d'assurer leur incorporation durable dans la société syrienne, non seulement en continuant à les doter de privilèges excessifs, mais bien plutôt en leur permettant de se fondre dans un ensemble modernisé et intégré où les critères de distinction claniques, confessionnels et culturels seraient estompés. C'est ainsi que la 'assabiyya clanique exclusive fondée sur les liens familiaux dans une économie montagnarde fermée, comme celle des montagnes des Alaouites, laisse la place, sans en perdre les modèles de fonctionnement, à celle de 'assabiyya intégrante fondée sur le

³⁰ *Op.cit.*, p.90.

bénéfice fonctionnel que les membres peuvent apporter à la jamā'a (collectivité, communauté) dans un contexte urbain et ouvert sur le monde.³¹

En d'autres termes, la base politico-économique du régime tend à se diluer dans les différentes communautés dont les membres ont presque coupé les amarres avec leurs élites traditionnelles, elles-mêmes en voie de mutation.

Cet « infitah communautaire » autour du rôle égalisateur et distributeur du pouvoir est passé socialement d'une organisation défensive sectaire à une organisation offensive mais toujours sectaire fondée sur la capacité manœuvrière de tuteurs habiles à instrumentaliser leur entourage, dans leur relation avec le reste du pays.³²

C'est ainsi que l'actuelle « bourgeoisie » syrienne qui regroupe diverses strates sociales, prospère en premier lieu et dans une première phase en prélevant une rente sur le pactole distribué par un Etat lui-même rentier, qui s'emploie plus à une « redistribution des ressources » budgétaires du pays à ses partenaires sociaux proches, qu'à veiller sur le fonctionnement optimum de l'appareil productif de l'économie nationale.

En conclusion, certaines hypothèses concernant les études historiques en Syrie pendant les trois dernières décennies ont encore besoin d'être vérifiées, confrontées aux données empiriques telles qu'elles apparaissaient à travers des études disponibles dont certaines ont été mentionnées dans cette étude :

D'une façon générale, malgré les changements importants intervenus depuis l'Indépendance, la recherche historique en Syrie est toujours tributaire, à ce jour, de la recherche historique internationale occidentalocentrée et structurée comme elle.

L'idée imposée à l'historien syrien et arabe d'écrire surtout l'histoire syrienne et arabe à la recherche d'une identité hypothétique qui aide son pays à se situer géopolitiquement et avantageusement dans le monde contemporain, il s'interdit ce faisant, l'universel. Car, très peu de chercheurs syriens se sont rendus compte, que l'objectif stratégique doit être d'entretenir avec leur propre culture, autant qu'avec les cultures exogènes, un rapport

³¹ Voir à ce sujet les conclusions de Seurat sur l'assabiyya de Bāb Tabbāneh , *L'Etat de Barbarie*, Paris 1989, Esprit, p. 166sq.

³² *Op.cit.*

critique et libre, et de conduire aujourd'hui, dans le nouveau contexte mondial, des mutations devenues inévitables qui risqueraient d'être perpétuées hors d'eux et à leur détriment.

D'autre part, l'émergence d'états régionaux arabes modernes sur les débris de l'empire ottoman unificateur en son temps, au lieu de l'Etat Nation arabe rêvé, la lutte anti-coloniale avec son pendant religieux comme élément important constitutif de la culture nationale, malgré une laïcité timide et importée, la résurrection, à côté de l'identité en formation de la majorité, d'autres identités minoritaires, tout cela engendre, dans la région, une mémoire historique perturbée et contradictoire.

C'est dans ce contexte que l'Etat Régional القطرية syrien n'a pas su ou voulu résoudre la contradiction entre le régional syrien et le national arabe sensé être le seul détenteur de la continuité historique, depuis l'âge d'or de l'empire arabo-musulman jusqu'à nos jours. Il ne s'est même pas intéressé à implanter les mutations nécessaires dans la mémoire des différentes communautés, parmi ses citoyens, pour s'adapter aux conditions nouvelles, entourant la naissance de l'Etat Régional syrien.

Il était difficile aussi aux états régionaux arabes de s'approprier chacun pour soi et à son gré, une parcelle du patrimoine historique arabe commun. Il fallait pour cela prendre la responsabilité de fragmenter la mémoire collective, tout au long des frontières nouvelles des jeunes états.³³

Un facteur supplémentaire venant rendre la tâche plus difficile aux jeunes états pour effectuer les mutations nécessaires dans la conscience historique arabe, fut, entourant la constitution d'un état judéocrate sur le sol palestinien, le retour en force à l'âge biblique dans la région.

Enfin, on oublie souvent le caractère pluraliste des différentes communautés de la région et que ce type sociétal au Proche-Orient remonte à la nuit des temps. C'est dire que, même si les historiens de tout bord n'admettent pas l'éventualité de l'existence d'un Etat Nation arabe selon les critères européens, il n'empêche qu'ils n'ont pas su tirer de ce phénomène sociétal les conséquences nécessaires à leurs analyses et déductions : à savoir que même en l'absence d'une nation arabe, selon la norme actuelle et démocrate du

³³ Georges Corm, *Le Proche-Orient éclaté 1956-2006*, version arabe, Al Farābi, Beyrouth, 2006, p. 16-160.
جورج قرم: انفجار المشرق العربي 1956-2006، دار الفرابي، بيروت، 2006، ص 16-260.

terme, au Proche-Orient, ce phénomène ne se rapporte pas à des caractéristiques religieuses ou ethniques de nature essentialiste, mais découle des développements historiques, notamment économiques, et comme résultat de certaines luttes géopolitiques contraignantes dans cette région du monde.³⁴

En d'autres mots, si l'image de notre région apparaît déformée et altérée, elle n'est que le reflet d'une certaine réalité historique et politique émanant de l'absence, du côté arabe, d'une puissance militaire, culturelle et économique adéquate pour combler le vide historique créé par la chute du dernier empire unificateur.

D'autre part, la responsabilité incombe toujours aux syriens eux-mêmes, de définir leur propre identité et de trouver les moyens de dépasser les impasses historiques causées par la contradiction entre la création, d'un côté de l'Etat Régional syrien, et de l'autre côté, d'un rêve d'Etat Nation arabe intégrateur. Une contradiction qui a paralysé la mémoire syrienne, mais aussi arabe collective, depuis un siècle.

Bibliographie

- Badr, Ahmad,
أحمد بدر
Ecrire l'histoire arabe, pourquoi ? in Dirāsāt Tārikhyya, no 1, Damas, 1980.
كتابة تاريخ العرب، لماذا؟، مجلة دراسات تاريخية، العدد الأول، دمشق، 1980.
- Chevalier, Dominique,
Sous la direction de-, Les arabes et l'histoire créatrice, Presse de l'Université de Paris-Sorbonne, 1955.
- Corm, Georges,
جورج قرم
Le Proche-Orient éclaté 1956-2006, version arabe, Al Farābi, Beyrouth 2006.
انفجار الشرق الأوسط 1956-2006، دار الفرابي، بيروت، 2006.
- Dirāsāt Tārikhyya,
دراسات تاريخية
éd. par le comité « Ecrire l'histoire arabe », no 0, 1, 2, 21/22, 35/36, 43/44, Université de Damas, 1979-2003.
صادرة عن لجنة كتابة تاريخ العرب بجامعة دمشق، الأعداد: 0، 1، 2، 22/21، 36/35، 44/43.
- Elisséeff, Nikita,
L'œuvre scientifique de l'Institut Français de Damas 1930-1960, in BEO 16, (1958-1960).
- Fahhām al-, Shāker,
شاكر الفحام
Introduction, in Dirāsāt, no 1, 1980.
مقدمة، دراسات عربية، العدد الأول، 1980.
- Fahhām al-, Shāker,
شاكر الفحام
Prendre un nouveau départ, in DT, no 2, 1980.
عود على بدء، دراسات تاريخية، العدد الثاني، 1980.
- Fāris, Mouhammad Khair,
محمد خير فارس
Le problème maghrébin, 1900-1912, Beyrouth, bibl. Dar al Sharq, 1980.

³⁴ *Op.cit.*

- المسألة المغربية 1900-1912، بيروت، مكتبة دار الشرق، 1980.
- Fāris, Mouhammad Khair, *L'histoire moderne de l'Algérie depuis la conquête ottomane jusqu'à la colonisation française*, Damas, 1969.
تاريخ الجزائر من الفتح العثماني إلى الاحتلال الفرنسي، دمشق، مطابع الأديب، 1969.
- Freitag, Ulrike, *Geschichtsschreibung in Syrien 1920-1990*, Schriften des Deutschen Orient-Instituts, Hamburg, 1991.
- Hanna, 'Abdallah, *Paysans et propriétaires fonciers en Syrie du vingtième siècle*, Dār al-Talī' a, Beyrouth, 2004.
عبد الله حنا
الفلاحون وملاك الأراضي في سورية القرن العشرين، دار الطليعة، بيروت، 2004.
- Hanna, 'Abdallah, *Les travaux de A.K. Rāfiq et la nahda arabe*, Hommage, Colloque international, OIB/IFPO, *Recherches récentes sur le Bilad al-Sham*, Damas/Beyrouth, 2004.
أعمال عبد الكريم رافق والنهضة العربية.
- Kienle, Eberhard *Les politologues du nord face aux versants sud de la Méditerranée*, Séminaire de Berlin, 13 Novembre 2003.
- L'histoire de Bilād al-Shām, Deuxième colloque, tome 1, Université de Damas, 1978.
المؤتمر الدولي الثاني لتاريخ بلاد الشام، الجزء الأول، جامعة دمشق، 1987.
- Lammens, Henri, *La Syrie : Précis historique*, tomes 1 ; 2, Imprimerie catholique, Beyrouth, 1921.
- Rāfiq, 'Abdul-Karīm, *Les relations agraires à Bilad al-Sham à l'époque ottoman*, in DT, 43/44, 1992.
عبد الكريم رافق
العلاقات الزراعية في بلاد الشام في العهد العثماني، دراسات تاريخية، العدد 44/43، 1992.
- Rāfiq, 'Abdul-Karīm, *Recherches sur l'histoire économique et sociale de Bilad al-Sham à l'époque moderne*, Damas 1985.
بحوث في التاريخ الاقتصادي والاجتماعي لبلاد الشام في العصر الحديث، دمشق، 1985.
- Sāleh El-, Mouhammad 'Ali *Syria between Islam and Secularity*, Séminaire, Essen, 2004.
محمد علي الصالح
- Sāleh El-, Mouhammad 'Ali *Les "bourgeoisies" syriennes*, in *La Syrie au présent*, Reflets d'une société, Sindbad, Paris, 2007.
- Seurat, Michel, *Sati al-Husri ou la nation arabe objective*, Thèse, EHESS, Paris, 1976-1977.
- Seurat, Michel *Les populations, l'Etat et la société*, in André Raymond (éd), *La Syrie d'aujourd'hui*, Centre national de la recherche scientifique, Paris, 1989.
- Seurat, Michel *L'Etat de Barbarie*, Esprit, Paris, 1989.
- Zaitoun, Adel, *Les relations économiques entre l'Orient et l'Occident au Moyen Age*, Dar Dimashq, Damas, 1980.
عادل زيتون
العلاقات الاقتصادية بين الشرق والغرب في القرون الوسطى، دار دمشق، دمشق، 1980.

Mouhammad Ali EL Saleh, économiste conseil depuis 1974 à Damas, étudiait l'économie politique à l'Université de Tübingen en Allemagne Fédérale. Sa thèse de

doctorat, passé en 1974, avait pour titre : "Commerce et structure économique de la Syrie à l'époque des Croisades".

1978-1985 : chercheur associé à l'Institut AL Ard à Damas, recherches sur l'économie israélienne.

Depuis 1998, chercheur associé à l'IFEAD/IFPO à Damas, recherches sur l'histoire économique de la Syrie à l'époque du Mandat français.